

Le ras le bol des opticiens

Compte Test - 2013-09-03 12:36:00 - Vu sur pharmacie.ma

Les opticiens agréés sont en grogne à Salé. La raison? L'ouverture de «fausses optiques» ne cesse de se développer dans la région de Rabat. D'après Bilal Hachimi, membre du bureau régional des opticiens de Salé, ces «faux» praticiens exercent sans aucune connaissance du métier, ne disposent d'aucun diplôme et se permettent d'effectuer des réfractations (des diagnostics), ce qui menace la santé des citoyens qui méconnaissent ce problème. En effet, d'après la même source, un praticien ne peut exercer cette profession que s'il dispose d'une autorisation préalable fournie par le secrétariat général du gouvernement (SGG). Ce «permis» n'est toutefois délivré par cette autorité que si l'opticien justifie d'une formation solide, sanctionnée par un diplôme délivré par l'État marocain ou décroché à l'étranger.

Or ce qui se passe en réalité, d'après les déclarations de M. Hachimi, c'est que plusieurs commerçants étrangers à la profession ouvrent chaque jour de nouvelles boutiques de vente de lunettes médicales, alors qu'ils ne disposent que d'une autorisation pour la réparation des lunettes solaires.

Outre le foisonnement de faux magasins d'optique, les opticiens dénoncent la non-réglementation de la vente des verres médicaux. D'après M. Hachimi, les lunettes chinoises constituent un réel problème de santé publique au Maroc. Fabriquées à base de déchets plastiques et ferreux recyclés en Chine, elles envahissent «impunément» le marché marocain.

D'après cet opticien, il n'existe jusqu'à présent aucune statistique sur les conséquences de l'usage de ces verres. «À part les cas rencontrés dans nos officines, ou ceux cités dans des reportages télévisés parlant de personnes ayant perdu la vue, il n'y a pas de statistiques officielles sur les victimes des lunettes chinoises, comme c'est le cas en Europe, ou l'on a la preuve irréfutable que certains produits chinois tuent», déclare M. Hachimi.

Un appel est donc lancé aux autorités locales pour intervenir au plus vite afin de réglementer ce secteur.